

## OMC : Une bataille de gagnée... mais pas la guerre

Le sprint de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le commerce agricole, qui a eu lieu fin juillet à Genève, aura permis au Canada de préserver, pour l'heure, ses systèmes de gestion de l'offre. Les 147 pays membres de l'OMC ont en effet ratifié, in extremis, un accord-cadre qui donne au Canada la marge de manœuvre pour sauvegarder ses productions sous gestion de l'offre.

« Mais il ne faut surtout pas baisser la garde, parce que rien n'est acquis », affirme M. Laurent Pellerin, porte-parole de GO5, Coalition pour un modèle agricole équitable, la Gestion de l'offre et président de l'Union des producteurs agricoles. La nouvelle ronde de négociations qui s'amorce cet automne précisera les détails de l'accord-cadre qui vient d'être conclu.

Le résultat des négociations de Genève n'est pas étranger aux efforts déployés par la Coalition. Les actions qu'elle a menées au cours des derniers mois ont sans aucun doute stimulé l'engagement des gouvernements québécois et canadien en faveur de la gestion de l'offre. La ministre de l'Agriculture du Québec, M<sup>me</sup> Françoise Gauthier, et le nouveau ministre fédéral de l'Agriculture, M. Andrew Mitchell, qui étaient présents à Genève, ont été très actifs tout au long des négociations. Mais le défi reste entier, et le Canada, le Québec, de même que la Coalition, auront beaucoup à faire d'ici la fin des négociations.

Face à l'accélération des négociations en agriculture à l'OMC et dans le contexte de la campagne électorale fédérale, la Coalition a intensifié ses activités depuis le mois de mars dernier, afin de faire connaître à la population et aux dirigeants politiques les avantages de la gestion de l'offre, de même que les menaces que constituent ces négociations pour l'avenir de notre modèle agricole.

## De Rimouski à Gatineau et de Granby à Rouyn, des personnalités appuient la Coalition GO5

Huit activités de presse ont eu lieu en mars et en avril à Granby, Sherbrooke, Trois-Rivières, Rimouski, Joliette, Gatineau, Rouyn et Saguenay. L'objectif? Informer le public et les journalistes des bénéfices de la gestion de l'offre et les sensibiliser aux impacts éventuels des négociations de l'OMC sur l'agriculture québécoise.

À l'occasion de ces sorties publiques, des leaders d'opinion comme Roger D. Landry (ex-président et éditeur de La Presse), Janvier Cliche (président de la CSN-Estrie), Jean Tremblay (maire de Saguenay), Mario Lebeau (DG de la Corporation de développement économique de Gatineau), Guy Chevrette (président du CLD de Joliette et ex-ministre et député), Bruno Jean (professeur à l'Université du Québec à Rimouski) et M<sup>fr</sup> Gérard Drainville (évêque d'Amos) ont témoigné leur appui à la gestion de l'offre et permis à la Coalition GO5 de consolider ses positions.

## Pierre Marc Johnson, conseiller de la Coalition

La Coalition compte désormais sur l'expertise d'un ancien premier ministre du Québec. M. Pierre Marc Johnson a en effet accepté d'agir à titre de conseiller de la Coalition. Avocat-conseil en négociations commerciales et en droit de l'environnement, M. Johnson met au service de la Coalition sa grande crédibilité de même que sa

vaste connaissance du commerce international et des instances qui le régissent.

Pour le nouveau conseiller de la Coalition, « l'agriculture est un secteur névralgique qui ne peut être soumis aux incertitudes liées à une libéralisation pure et dure des marchés. Le Canada n'a pas à démanteler un système équitable qui fait ses preuves depuis trente ans, alors que d'autres pays soutiennent allègrement leur agriculture en versant d'importantes subventions à leurs agriculteurs ».

## La Coalition dans la campagne... électorale

Le 7 juin dernier, dans le cadre de la campagne électorale fédérale, la Coalition a mené un « blitz médiatique » qui l'a conduite de Montréal à Québec, en passant par Yamachiche. L'objectif était d'interpeller les partis politiques pour qu'ils s'engagent à défendre la gestion de l'offre et à s'assurer qu'elle soit préservée au terme des négociations de l'OMC.

« Ce qui se joue sur la scène mondiale pourrait avoir un impact direct sur l'avenir de notre agriculture et sur notre capacité à assurer la sécurité alimentaire du pays. Les partis politiques doivent donc appuyer notre modèle agricole équitable et prendre des engagements précis à cet égard », a déclaré M. Laurent Pellerin, tout en invitant les chefs de parti et les candidats à signer la Déclaration d'appui à la gestion de l'offre.

À Québec, la ministre de l'Agriculture Françoise Gauthier a affirmé que la Coalition « permet de défendre nos intérêts auprès de l'OMC, et ce, pour le plus grand bien de notre industrie agricole ». Elle a ajouté « qu'il est primordial que le gouvernement fédéral défende énergiquement la gestion de l'offre ».

Lors de cette journée, MM. Pellerin et Johnson étaient accompagnés d'une importante délégation de partenaires, membres de la Coalition, et des présidents des cinq productions sous gestion de l'offre.

## Les chefs des partis politiques fédéraux s'engagent

Les chefs des quatre grands partis en lice aux élections fédérales ont signé la Déclaration d'appui

à un modèle agricole, la gestion de l'offre. La Coalition se réjouit du succès de cette campagne d'appui, qui a permis de faire de la gestion de l'offre un enjeu électoral en amenant les partis à se commettre publiquement. Selon le texte qu'ils ont signé, MM. Paul Martin, Gilles Duceppe, Stephen Harper et Jack Layton se sont engagés à ce qu'à l'issue des négociations de l'OMC, les producteurs sous gestion de l'offre puissent continuer de satisfaire les besoins des consommateurs canadiens et de retirer la totalité de leur revenu du marché, sur la base de leur coût de production, incluant une rémunération équitable pour leur travail et pour le capital investi dans leur entreprise. Près de 130 candidats de partout au Canada ont également signé la Déclaration d'appui, dont 67 au Québec.

## Appui unanime de l'Assemblée nationale

Le 8 juin, l'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité une motion d'appui à la gestion de l'offre. Présentée par la ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M<sup>me</sup> Françoise Gauthier, la motion stipule que « l'Assemblée nationale appuie les objectifs poursuivis par la Coalition (...), notamment la protection des économies rurales et la pérennité des fermes québécoises (...) ».

## Adhérer en ligne à la Coalition : facile, rapide et efficace

La Coalition GO5, qui regroupait 10 000 membres au début de mars dernier, en compte actuellement plus de 16 000... C'est bien, mais il faut faire mieux! Chacun des membres actuels de la Coalition est donc chaleureusement invité à recruter, au cours des prochains mois, au moins deux nouveaux adhérents.

Adhérer, c'est facile! Référez les membres potentiels au site Internet de la Coalition. Ils adhéreront instantanément, par voie électronique, à GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre. Voici l'adresse : <http://www.go5quebec.ca>



Dans l'ordre habituel : M. Laurent Pellerin (UPA), M. Marcel Groleau (lait), M. Pierre Marc Johnson, M. Serge Lefebvre (œufs de consommation), M. Daniel Lamy, M<sup>me</sup> Jocelyne Lamy, M. Yves Baril (volailles), M. Martin Lamy, M. Gyslain Loyer (œufs d'incubation), et M. Roger D. Landry, sur la ferme de la famille Lamy, à Yamachiche, lors de la « tournée électorale » du 7 juin.